MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE SINGAPOUR

N° 9 (2023)

Faits saillants

- Malaisie : réduction prévue du déficit budgétaire
- Indonésie : accélération de l'inflation en février
- Cambodge : retrait de la liste grise du GAFI

LE CHIFFRE À RETENIR

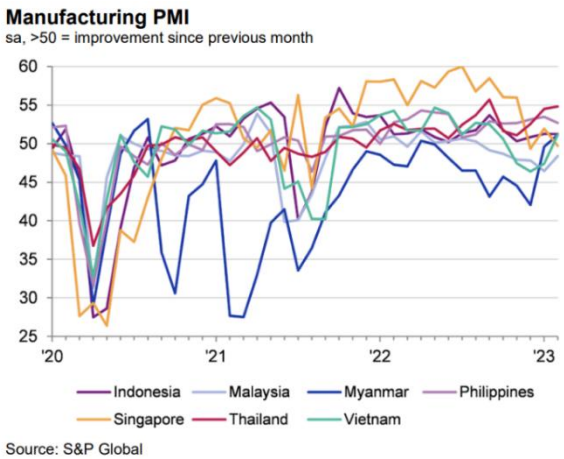
-1,1 Md$

Sorties nettes de capitaux étrangers sur la bourse thaïlandaise en février, un niveau record depuis avril 2020

Région

Indice PMI à son plus haut niveau depuis quatre mois en février

Après avoir atteint son plus bas niveau en 15 mois en décembre (50,3) puis progressé en janvier (51,0), l'indice PMI manufacturier pour l'ASEAN s'est renforcé pour le deuxième mois consécutif en février (51,5) - un indice supérieur à 50 signalant une amélioration de l'activité du secteur manufacturier. En février, une amélioration est constatée dans la quasi-totalité des pays de l'ASEAN, avec, en tête pour le 2ème mois consécutif, la Thaïlande (54,8), suivie des Philippines (52,7), de l'Indonésie (51,2), du Vietnam (51,2) et de la Birmanie (51,1), qui enregistre sa 1ère bonne performance après neuf mois de détérioration continue. Ces performances s'expliquent en grande partie par la forte hausse des niveaux de production - à l'un des taux les plus élevés jamais enregistrés -, ainsi qu'au redressement, encore modeste, des niveaux de l'emploi. Seuls Singapour (49,7) et la Malaisie (48,4) ont vu leur activité manufacturière se contracter, bien qu'à un rythme plus faible que lors des mois précédents. Selon S&P Global, les pressions sur les chaînes d'approvisionnement se sont stabilisées en février et les pressions sur les coûts se sont atténuées, bien que le contexte économique mondial reste encore source d'inquiétude pour le secteur.



Source: S&P Global

Capital-risque : investissements supérieurs aux niveaux d'avant crise en 2022

Selon DealStreetAsia, 31 fonds d'investissement en capital-risque (VC) ont levé environ 4,14 Mds USD en 2022 en Asie du Sud-Est, soit un montant supérieur aux niveaux d'avant crise. En 2021, la région comptabilisait 22 nouveaux VC. La plupart des fonds levés en 2022 ont en fait été clôturés au premier semestre de l'année, bénéficiant d'opérations en cours et des restes de la surabondance de liquidités observée en 2021. Le second semestre a quant à lui enregistré un ralentissement, avec une baisse du nombre de clôtures finales (à 8 fonds) et des montants (à 1,12 Md USD). La taille moyenne des fonds est par ailleurs restée inférieure aux niveaux d'avant crise (55,7 M USD en moyenne en 2022).

Indonésie

Accélération de l'inflation à 5,5% en g.a. en février

L'inflation a accéléré à 5,47% en g.a. en février (contre 5,28% en janvier). Ce niveau élevé s'explique notamment par la hausse des prix des denrées alimentaires (+7,23% en g.a.), du transport (+13,59%). L'inflation de base, qui exclut les prix administrés (en hausse de 12,24% en ga) et les prix de certains produits alimentaires (+7,62%), décélère à 3,09% en ga en février, contre 3,27% en g.a. en janvier et 3,36% en g.a. en décembre, mais reste nettement supérieure à la moyenne annuelle de 2022 (2,76%). Pour 2023, l'OCDE prévoit une inflation de 3,9%, la Banque mondiale de 4,5% et la Banque Asiatique de développement de 5%. Cependant, elle pourrait être révisée à la hausse en cas de mauvaise récolte de riz. La banque centrale a relevé son taux directeur de 25 pdb en janvier mais ne l'a pas augmenté en février (5,75%). L'objectif est de ramener dans la cible de 2%-4% l'inflation sous-jacente au premier semestre 2023, et l'inflation de l'IPC, au second semestre.

Entrée en bourse de Pertamina

Le 24 février, l'entreprise publique Pertamina Geothermal Energy (PGE) est entrée en bourse avec une vente de 25% de ses actions. Selon les registres du dépôt central indonésien de titres (KSEI), 17,21% des actions de PGE étaient détenues par des étrangers (dont l'entreprise d'Etat des Etats Arabes Unis, Masdar, à hauteur de 15%) et 7,79% par des investisseurs locaux (dont l'Autorité indonésienne d'investissement, INA, à hauteur de 5%). L'introduction en bourse a été sursouscrite de 3,8 fois, mais, après avoir ouvert à 925 IDR par action le premier jour de négociation, le cours de l'action de PGE a dégringolé, atteignant la limite inférieure du rejet automatique avant de finalement revenir au prix de l'offre publique initiale de 875 IDR (0,057 USD) par action le même jour. Depuis lors, l'action a clôturé en dessous de son prix d'introduction en bourse. PGE a réussi à lever 9 050 Md IDR (soit 520 M USD) en vendant 10,35 Mds d'actions lors de l'introduction en bourse. L'entreprise publique planifie de développer 1 272 mégawatts de capacité installée d'ici 2027, contre 672 MW actuellement et de se diversifier vers d'autres produits, tels que l'hydrogène vert. Ces plans de développement devraient également être financés via l'émission d'obligations vertes, selon le directeur financier de PGE.

Malaisie

Amélioration du PMI manufacturier en février

L'indice PMI manufacturier de la Malaisie est remonté à 48,4 en février 2023 (contre 46,5 en janvier 2023), sa valeur la plus élevée en quatre mois. La dynamique de baisse des nouvelles commandes adressées aux entreprises a ralenti mais les commandes à l'exportation continuent à baisser dans un contexte de fragilité de la demande mondiale.

Budget 2023 expansionniste mais réduction prévue du déficit

D'un montant de 386,14 Mds MYR (86,1 Mds USD), soit 20,4% du PIB prévisionnel, le projet de budget 2023 présenté par le Premier ministre s'inscrit en hausse par rapport la version proposée par l'ancien gouvernement en octobre 2022 (82,4 Mds). Il repose sur des hypothèses de croissance à 4,5% et d'inflation comprise entre 2,8 et 3,8%. Les dépenses de fonctionnement (64,4 Mds USD, soit 15,3% du PIB) sont allouées pour 22% aux subventions et aides sociales (13,1 Mds) et pour 12% au financement du service de la dette qui représente 2,5% du PIB (10,3 Mds). Les dépenses d'investissements, d'un montant de 21,6 Mds (5,1% du PIB), concernent en premier lieu les transports pour 18,1% (3,9 Mds), l'éducation et la formation pour 14,0% (3 Mds) et la sécurité pour 11,9% (2,6 Mds). Les recettes (65 Mds USD ; 15,4% du PIB) sont constituées pour 20,9% de revenus pétroliers à hauteur de 3,5% du PIB (14,5 Mds), avec un versement de dividende attendu de Petronas revu à la hausse à 8,9 Mds contre 7,8 Mds dans le budget présenté en octobre 2022 (11,1 Mds en 2022). Le déficit budgétaire se réduirait à 5,0% du PIB (contre 5,6 % en 2022) mais la dette fédérale continuerait à augmenter autour de 62% du PIB en 2023 (60,4% en 2022). Parmi les mesures annoncées, il est notamment prévu, dans le domaine fiscal, l'introduction cette année d'une taxe sur les produits de et confirmé la mise en œuvre de l'impôt minimum mondial à 15% et de l'impôt complémentaire (Qualified Domestic Minimum Top-up Tax) au titre du Pilier 2 du projet OCDE/G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS). Le programme de déclaration volontaire (Voluntary Disclosure program) est quant à lui rendu plus attractif en exonérant les contribuables de la totalité des pénalités encourues. Plusieurs mesures en faveur des PME et des ménages ont été annoncées, parmi lesquelles la confirmation la réduction de 2 points du taux d'imposition sur les revenus, qui s'accompagne d'une la hausse du taux d'imposition (de 0,5 pt à 2 pt) des revenus supérieurs à 100 000 MYR. Pour encourager les investissements, les incitations fiscales à la relocalisation d'entreprises dans le pays et aux investissements dans le secteur aérospatial seront prolongées respectivement jusqu'en 2024 et 2025. Dans le secteur des infrastructures, le gouvernement a validé les projets aéroportuaires de Penang et de Subang, de développement des ports de Sanlang et de méga port à Carey Island, et les états de Sabah et Sarawak recevront 0,56 Md USD pour des projets d'infrastructure publics. Sont également prévues la mise en place d'une task force spéciale sur la réforme des agences publiques et la présentation d'ici la fin de l'année d'un nouveau plan pour l'industrie (New Industry Masterplan 2030), d'une loi sur les crédits à la consommation ainsi que celle de la loi de responsabilité budgétaire (Fiscal Responsability Act), plusieurs fois repoussée.

Singapour

Capital-risque : léger recul des montants levés dans la tech en 2022

Le montant des fonds levés par les entreprises technologiques basées à Singapour a diminué l'année dernière, dans un contexte de prudence accrue des investisseurs face à un climat macroéconomique incertain. Le volume de transactions a reculé de 11% en 2022 pour atteindre un total de 651 opérations, suivant une tendance à la baisse observée depuis le quatrième trimestre 2021. La valeur totale des transactions a également diminué, de 3%, pour atteindre 11 Mds USD. Un certain nombre de start-ups ont toutefois réalisé d'importantes levées de fonds, qui ont aidé Singapour à maintenir sa position de leader sur le financement en capital-risque dans la région Asie du Sud-Est, avec 63,8% des transactions en valeur (56,3% en volume). La fintech Coda Payments a notamment levé 690 M USD, l'opérateur de data centers Princeton Digital 500 M USD, et Alibaba a injecté 1,63 Md USD dans sa filiale Lazada installée à Singapour. L'investissement se maintient à un bon niveau pour les jeunes start-ups, mais ralentit pour les start-ups plus matures. La valeur médiane des tours en amorçage a ainsi augmenté de 82,4%, et de 60% en série A. Celle des tours en série C a chuté de 14,3%, et de 66,1% en série D.

Singapour, premier centre financier asiatique devant Hong Kong ?

Selon une analyse du Financial Times intégrant l'évolution des prix de l'immobilier, du trafic aérien et d'autres facteurs, Singapour aurait dépassé Hong Kong pour devenir le premier centre financier d'Asie. Depuis janvier 2022, l'aéroport de Changi accueille plus d'avions que Hong Kong chaque mois, pour atteindre 70% des niveaux d'avant la pandémie (contre 50% pour Hong Kong). Dans la cité-Etat, les dépôts en dollars singapouriens sont restés stables et ceux en devises étrangères ont augmenté de plus de 100 Mds USD depuis le milieu de l'année 2021, tandis que les dépôts dans les banques à Hong Kong ont reculé en 2022 jusqu'en novembre. En 2021, Singapour aurait enregistré une hausse de 16% des actifs sous gestion (à 4 Mds USD), contre une hausse de seulement 2% à Hong Kong (à 4,6 Mds USD). Le nombre de family offices à Singapour aurait par ailleurs atteint 1 500 à la fin de l'année dernière et certains acteurs financiers renforcent leur présence, parfois au détriment de Hong Kong, à l'instar de BlackRock (qui a doublé ses effectifs à Singapour en 2022) ou Wells Fargo (qui a relocalisé son siège régional dans la cité-Etat en 2021). Les loyers à Singapour ont ainsi bondi de 40% au T4 2022, à comparer avec la chute de 10% des loyers hongkongais sur la période. La proximité de Hong Kong avec la Chine reste un atout majeur pour les investisseurs, avec un volume de transactions boursières et une capitalisation boursière plus de 7 fois supérieurs à ceux de Singapour. Le FMI prévoyait par ailleurs e octobre dernier une croissance de 3,9% en 2023 à Hong Kong, contre 2,3% à Singapour.

Baisse relative des ventes au détail en janvier

Les ventes au détail ont baissé de 0,8% en glissement annuel au mois de janvier pour atteindre 4,2 Mds SGD (3,1 Mds USD), après une hausse de 7,7% en décembre dernier. D'après SingStat, cette évolution est liée à la chute des ventes dans l'industrie automobile (-23,5% g.a.). En excluant les ventes de véhicules, les ventes au détail ont ainsi progressé de 2,1% en g.a. au mois de janvier (+9,8% en décembre 2022). La plupart des secteurs ont enregistré une croissance des ventes, de l'ordre de 36,3% les industries de l'alimentation et de l'alcool et 23,7% pour les vêtements et chaussures. Les ventes ont diminué dans les supermarchés et hypermarchés (-2,7%) ainsi que dans les épiceries (-7,5%).

Vietnam

Légère reprise de l'activité économique en février

La croissance de la production industrielle en février s'élève à +3,6% en glissement annuel et à +5,1% par rapport au mois de janvier, marqué par le nouvel an lunaire. L'inflation repart à la hausse par rapport à janvier (+0,5%) pour atteindre +4,3% au mois de février. Selon les estimations du GSO, les échanges commerciaux du Vietnam s'élèvent à 49,5 Mds USD (+1,8% en g.a.) sur la même période. Le Vietnam connaît un excédent commercial de 2,3 Mds USD avec 25,9 Mds USD d'exportations (+11% en g.a.) et 23,6 Mds USD d'importations (-6,7% en g.a. Sur les deux premiers mois de l'année, le total des entrées d'IDE au Vietnam a atteint 3,1 Mds USD (-38% en g.a.) et les IDE décaissés étaient de 2,55 Mds USD (-4,90% en g.a.).

Introductions en bourse : 8 opérations pour un total de 71,4 M USD en 2022

Le Vietnam a connu 8 introductions en bourse réussies en 2022, contre 13 l'année précédente, mais le montant des fonds levés a plus que quadruplé, passant de 15,6 M USD à 71,4 M USD. C'est cependant inférieur aux montants enregistrés avant la pandémie, avec 172 M USD, 4,7 Mds USD et 305 M USD mobilisés en 2019, 2018 et 2017 respectivement, ainsi qu'aux montants mobilisés dans les autres pays de l'Asie du Sud-Est en 2022, avec par exemple 352 M USD mobilisés pour les Philippines, 801 M USD pour la Malaisie, et 3,6 Mds USD pour la Thaïlande. Le marché des introductions en bourse s'est déplacé du secteur de l'immobilier, en 2021, vers ceux des produits industriels (50% du total des fonds) et des biens de consommation (31%) en 2022. Les trois principales introductions en bourse ont été réalisées par Ton Dong A Corporation (construction) à hauteur de 27 M USD, Nova Consumer Group (agro-industrie) et Green Plus Joint Group (biens de consommation) avec 21 M USD respectivement.

Report de la reprise des vols vers la Chine

Selon l'Autorité de l'aviation civile du Vietnam (CAAV), les compagnies aériennes vietnamiennes doivent temporairement reporter la reprise des liaisons aériennes vers la Chine jusqu'à fin avril ou mai. Le Vietnam ne fait pour l'instant pas partie de la liste (comprenant à ce jour 7 pays d'Asie du Sud-Est) des destinations vers lesquelles la Chine autorise les groupes de touristes à sortir du pays. La Chine avait rouvert ses frontières et levé les restrictions le 8 janvier, et les transporteurs vietnamiens avaient repris leurs vols mais en fréquence réduite. Cette reprise est cruciale pour le redressement du tourisme, les touristes chinois représentant 28 à 30% du nombre total d'arrivée internationales entre 2015 et 2019 (5,8 millions en 2019).

Evaluation des investissements chinois dans l'intelligence artificielle

Le CSET (Georgetown University) a publié une étude sur les investissements chinois dans l'ASEAN dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) sur la période 2010-2021. De manière générale, le Vietnam, qui investissait en 2020 moins de 1 USD par habitant dans l'IA (contre 68 USD par habitant à Singapour), n'est qu'une destination très marginale pour les investisseurs étrangers. Sur la période, les investissements étrangers ne représentent que la moitié des investissements réalisés dans le secteur au Vietnam, contre plus de 60% pour les autres pays de la zone. Les investisseurs chinois n'ont participé qu'à 2 transactions dans l'IA au Vietnam, pour un montant cumulé de 1,6 Mds USD (contre trois transactions et 3,2 M USD pour les investissements américains). Ce sont les investisseurs japonais (2èmes investisseurs au Vietnam, tous secteurs confondus) qui sont les plus présents, ayant participé à 8% des transactions impliquant des entreprises vietnamiennes du secteur.

Thaïlande

Importantes sorties de capitaux étrangers en février

En février, le marché boursier thaïlandais (SET) a subi un important mouvement de sorties de capitaux, les investisseurs institutionnels étrangers ayant vendu pour 1,1 Md USD de titres financiers, soit la plus importante sortie nette de capitaux depuis avril 2020. Selon les analystes financiers, ce mouvement s'explique par une combinaison de facteurs : au niveau international, la crainte d'une aggravation des risques géopolitiques et de ses répercussions sur l'économie thaïlandaise (sur l'approvisionnement et le coût énergétique), une nouvelle hausse potentielle des taux directeurs américains (en lien avec l'augmentation du taux d'inflation aux Etats-Unis en janvier) ; au niveau domestique, des résultats financiers dégradés au dernier trimestre 2022 pour la plupart des compagnies thaïlandaises cotées en bourse et la dépréciation marquée du THB au mois de février (-6,5% par rapport au dollar américain). Ces sorties récentes détonent avec l'évolution des flux de capitaux en Thaïlande en 2022 qui, malgré l'inflation et les conséquences du conflit en Ukraine, n'a pas reflué (avec achats nets étrangers totalisant environ 6 Mds USD sur l'année).

Mini-ALE avec la ville de Shenzhen en Chine

La Thaïlande vient de signer protocole d'entente visant la mise en place d'un mini-accord de libre-échange (mini-TFA) avec la ville de Shenzhen en Chine (3ème zone économique du pays après Shanghai et Pékin). L'objectif est d'augmenter le commerce bilatéral avec la métropole chinoise à 26 Mds USD d'ici 2024. Depuis 2 ans, la Thaïlande multiplie ces accords, moins engageants et chronophages à mettre en place qu'un ALE classique. A ce jour, 7 mini-ALE ont déjà été signés par la Thaïlande : Hainan, Gansu et Shenzhen en Chine ; Kofu au Japon ; Telangana en Inde ; Busan et Gyeonggi en Corée du sud. Les autorités thaïlandaises envisagent de signer de nouveaux accords avec la province de Yunnan en Chine au mois d'avril prochain et, dans le cours de l'année, avec cinq Etats indiens supplémentaires. D'autres mini ALE serait en discussion avec des villes du Royaume-Uni et du Pakistan.

Philippines

Nouveau décret présidentiel sur les investissements stratégiques

Un décret présidentiel est venu préciser la définition des investissements stratégiques aux Philippines, pour désigner notamment les investissements s'alignant sur le Plan de développement des Philippines (PDP), et pouvant être caractérisés par un impact économique conséquent, un impact positif sur l'environnement, une contribution significative à la balance des paiements du pays ou une amélioration des infrastructures nationales. Sont notamment inclus les Highly desirable projects (définis dans le Corporate Recovery and Tax Incentives for Enterprises (CREATE) Act), les investissements directs à l'étranger (IDE) et les projets ou activités inclus dans le Strategic Investment Priority Plan (SIPP). Dans ce sens, le décret présidentiel prévoit la création d'ici 6 mois d'un One-Stop-Action-Center pour les Investissements Stratégiques (OSAC-SI) par le DTI et le BOI, chargé de l'identification puis du suivi et du soutien aux projets désignés comme Investissements stratégiques. Le ministère du Commerce et de l'Industrie (DTI) et le Bureau des Investissements (BOI) sont également chargés de la production d'ici 3 mois d'un manuel de l'investisseur contenant les règles de reconnaissance de ces investissements, et de désigner les administrations responsables d'accélérer et de rationaliser les processus et les exigences pour la délivrance des permis et des licences pour les Investissements stratégiques.

Première inauguration du projet de Bus Rapid Transit de 16,3 Mds USD à Cebu

Le Président Ferdinand Marcos Jr a inauguré la phase 1 du système BRT de la ville de Cebu. Le projet comprend 13,18 km de voies séparées par 17 stations, un dépôt et un terminal de ligne principale reliant la ville du Nord au Sud. Il comprend également un système de lignes d'alimentation de 22,1 km pour voies à trafic mixte couvrant 76 arrêts de bus à travers la province de Cebu. L'ensemble du projet est co-financé par la Banque mondiale et l'Agence française de développement (AFD). La phase 1 du projet comprenant le génie civil a été financée par la Banque mondiale et attribuée à l'entreprise chinoise Hunan Road and Bridge Construction Group, (coût estimé à 920 M PHP soit 15,8 M EUR). Le ministère des transports (DOTr) a annoncé une capacité de 60 000 passagers par jour lors de sa première année d'exploitation partielle (à partir du T4 2023), mais prévoit une capacité d'accueil de 160 000 passagers quotidiens d'ici 2025. Le DOTr est chargé de la relocalisation des familles affectées par le projet BRT de Cebu, ainsi que de leur compensation : sur les 9,3 hectares de terrain qu'il nécessite, 70% sont privés.

Grève des jeepneys face à la modernisation des véhicules d'utilité publique

Les syndicats de transports Manibela, Laban TNVS et Pinagkaisang Samahan ng mga Tsuper at Operator Nationwide ont annoncé une grève d'une semaine (du 6 au 12 mars) des véhicules jeepney et UV Express, dans le but de convaincre le Conseil pour la franchise et la régulation des transports terrestres (LTFRB) de suspendre le programme de modernisation des véhicules d'utilité publique (PUV). Les jeepneys (minibus ouverts) sont le moyen de transport public le plus populaire du pays, mais sont une source majeure de pollution. En 2017, le ministère des Transports a lancé un programme de modernisation des véhicules d'utilité publique, fixant l'objectif de remplacer les jeepneys de 15 ans ou plus par des véhicules modernes importés de pays asiatiques voisins comme le Japon et la Chine. Le gouvernement a repoussé à trois reprises l'échéance initiale de mars 2020, avant d'annoncer le 21 février que les opérateurs devaient se mettre en conformité avant le 30 juin, sous peine de perdre leur franchise d'exploitation. Les syndicats ont demandé au LTFRB de leur accorder cinq années supplémentaires, soutenant que le programme de modernisation pousse les propriétaires de jeepneys à s'endetter en raison de prêts élevés et de problèmes de maintenance. Le chef de la division technique du LTFRB, Joel Bolano, a précisé que les unités traditionnelles ne seraient pas immédiatement supprimées le 1er juillet, à condition qu'elles se soient regroupées en coopératives (61% des 158 000 unités traditionnelles du pays se sont déjà regroupées en sociétés ou en coopératives).

Cambodge

Le Cambodge retiré de la liste grise du GAFI

Après quatre années d'efforts, le Cambodge est officiellement sorti de la liste des pays soumis à surveillance renforcée du Groupe d'action financière (GAFI). Le pays sort donc de la « liste grise » du GAFI, après qu'il a mis en œuvre des mesures, via un rôle de premier plan de la Banque nationale du Cambodge et du ministère de l'Economie et des finances. Ces mesures ont permis de remédier aux déficiences identifiées par les experts du GAFI en février 2019. La sortie de la liste grise améliorera l'image du Cambodge et pourrait avoir un impact positif sur les investissements et les flux financiers à destination du Cambodge. Le pays devra toutefois poursuivre ses efforts, la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme étant un processus continu. Pour mémoire, le GAFI est basé à Paris.

Croissance maintenue du secteur de l'assurance

Les primes brutes dans le secteur de l'assurance ont augmenté de 10,6% en 2022 pour atteindre 331,8 M USD. L'assurance-vie est le segment le plus important avec 193,8 M USD (+12,6%), suivie de l'assurance générale (132,3 M USD, +7%) et de la micro-assurance (5,7 M USD, +35%). Le montant total des indemnités versées par toutes les compagnies d'assurance aux clients s'élevait à 46,6 M USD. Aujourd'hui, le marché de l'assurance représente un actif d'environ 977 MUSD (+14,8%). Il reste un marché naissant et présente encore un potentiel à développer, notamment pour l'assurance-vie.

Laos

Plus d'électricité pour le Vietnam… mais pas totalement décarbonée !

Electricité du Vietnam (EVN) a signé un accord avec des investisseurs laotiens pour la construction d'une ligne à 500 kV et de 4 lignes à 220 kV pour répondre aux besoins croissants de consommation électrique du Vietnam. De fait, le Vietnam connaît un déficit de production d'environ 10 TWh. En 2015, déjà, Laos et Vietnam avaient signé un accord pour la fourniture de 3 GWh d'ici 2025 et même 5 GWh d'ici 2030. A ce jour, le Vietnam achète 2,7 GWh au Laos. Et ce sont 18 contrats d'achat d'énergie (PPA) qui ont été signés par EVN avec des fournisseurs laotiens. Si ces accords permettent au Laos de valoriser son potentiel, en particulier hydroélectrique, cela le conduit malheureusement à développer la production d'électricité carbonée également (centrales thermiques au charbon).

Des projets ferroviaires à foison, mais des financements ?

La connectivité au sein de l'ASEAN, qui reste largement théorique, passera aussi par des voies ferrées. La Chine y pousse, notamment au Laos. C'est maintenant ce dernier pays qui continue de caresser le rêve d'une liaison ferrée vers le port vietnamien de Vung Ang. Vieux projet, datant d'avant l'indépendance, il donnerait un accès à la mer aux marchandises laotiennes. Mais, la ligne entre Boten, à la frontière chinoise, et Vientiane a plombé la situation financière du pays avec ses 5,9 Mds USD. Ce nouveau projet coûterait lui 5 Md USD, pour ne pas encore rejoindre Vientiane mais Thakhek, distante de plus de 300 km. Même en partageant le coût avec le Vietnam, on peine à voir comment le Laos pourrait en assurer le financement. Dans le même temps, la Thaïlande entend accélérer les travaux de la ligne rapide entre Bangkok et Nakhon Ratchasima, située sur la ligne vers Vientiane. Elle serait le tronçon de la ligne souhaitée par la Chine et reliant Kunming à Singapour dans le futur.

Birmanie

Départ du groupe suisse Nestlé

Le porte-parole du groupe agroalimentaire suisse Nestlé a déclaré qu'en raison de la situation économique actuelle, l'entreprise allait cesser ses activités en Birmanie, en mettant à l'arrêt son usine et les activités de son siège social basés à Yangon. Une société birmane continuera néanmoins d'assurer la commercialisation et la distribution des produits Nestlé fabriqués en Thaïlande, Malaisie et aux Philippines. Nestlé est le dernier grand groupe international à quitter le pays depuis le coup de février 2021, faisant suite au départ de nombreuses multinationales tels que le français TotalEnergies, le brasseur japonais Kirin, le groupe pétrolier australien Woodside, le fabricant anglais de cigarettes BAT, les opérateurs de télécommunication norvégien Telenor et qatari Ooredoo, ainsi que le groupe pétrolier américain Cheveron.

Indice PMI au-dessus de 50 pour la première fois en 10 mois

En février, l'indice des directeurs d'achats (PMI) repasse, pour la première fois depuis avril 2022, au-delà de la barre des 50 points à 51,1 contre 49,6 en janvier. S&P Global indique que la reprise de l'activité économique s'est prolongée en début d'année, la production et les nouvelles commandes ayant notamment augmenté à des rythmes plus rapides signalant une légère amélioration de la santé du secteur manufacturier.

Tableaux macroéconomiques

PRÉVISIONS FMI (oct-22/janv-23)

CROISSANCE ANNUELLE	2022	2023	2024	PIB 2022 (Mds USD)
ASEAN	5,3%	4,5%	4,9%	3 623
Indonésie*	5,3%	4,8%	5,1%	1 289
Thaïlande*	3,2%	3,7%	3,6%	535
Malaisie*	6,7%	4,4%	4,9%	434
Singapour*	3,7%	1,5%	2,6%	424
Vietnam	7,0%	6,2%	6,6%	414
Philippines*	7,0%	5,0%	6,0%	402
Birmanie	2,0%	3,3%	3,4%	60
Cambodge	5,1%	6,2%	6,6%	28
Laos	2,2%	3,1%	3,7%	16

*prévisions janv-23

PMI MANUFACTURIER	févr-23	janv-23	déc-22	nov-22	oct-22	sept-22	août-22
ASEAN	51,5	51,0	50,3	50,7	51,6	53,5	52,3
Birmanie	51,1	49,6	42,1	44,6	45,7	43,1	46,5
Indonésie	51,2	51,3	50,9	50,3	51,8	53,7	51,7
Malaisie	48,4	46,5	47,8	47,9	48,7	49,1	50,3
Philippines	52,7	53,5	53,1	52,7	52,6	52,9	51,2
Singapour (Global PMI)	49,6	51,2	49,1	56,2	57,7	57,5	56,0
Thaïlande	54,8	54,5	52,5	51,1	51,6	55,7	53,7
Vietnam	51,2	47,4	46,4	47,4	50,6	52,5	52,7

PIB TRIM. (g.a)	T4-22	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21
Indonésie	5,0%	5,7%	5,5%	5,0%	5,0%	3,5%	7,1%
Malaisie	7,0%	14,2%	8,9%	5,0%	3,6%	-4,5%	15,9%
Philippines	7,2%	7,6%	7,5%	8,2%	7,8%	7,0%	12,1%
Singapour	2,1%	4,0%	4,5%	4,0%	6,6%	8,7%	17,3%
Thaïlande	1,4%	4,6%	2,5%	2,2%	2,0%	-0,2%	7,8%
Vietnam	5,9%	13,7%	7,8%	5,1%	5,2%	-6,0%	6,7%

CONSOMMATION (g.a)	T4-22	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21
Indonésie	3,0%	4,3%	4,2%	3,3%	3,8%	1,0%	6,2%
Malaisie	6,3%	13,1%	15,3%	5,7%	3,2%	-2,3%	11,0%
Philippines	7,0%	8,0%	8,6%	10,0%	7,5%	7,1%	7,3%
Singapour	9,5%	12,0%	13,4%	3,9%	5,6%	5,4%	24,8%
Thaïlande	5,7%	9,1%	7,1%	3,5%	0,6%	-3,2%	5,3%
Vietnam	7,1%	7,3%	6,1%	4,3%	2,1%	1,6%	3,6%

IPC / INFLATION (g.a)	févr-23	janv-23	déc-22	nov-22	oct-22	sept-22	août-22
Indonésie	5,5%	5,3%	5,5%	5,4%	5,7%	6,0%	4,7%
Laos		40,3%	39,3%	38,5%	36,8%	34,0%	30,0%
Malaisie		3,7%	3,8%	4,0%	4,0%	4,5%	4,7%
Philippines		8,7%	8,1%	8,0%	7,7%	6,9%	6,3%
Singapour		6,6%	6,5%	6,7%	6,7%	7,5%	7,5%
Thaïlande		5,0%	5,9%	5,5%	6,0%	6,4%	7,9%
Vietnam	4,3%	4,9%	4,5%	4,4%	4,3%	3,9%	2,9%

EXPORTATIONS (g.a, Mds USD)	janv-23	déc-22	nov-22	oct-22	sept-22	2022	2021
Indonésie	16,4%	6,6%	5,5%	11,9%	20,2%	292,0	231,6
Malaisie		1,1%	4,2%	1,9%	19,2%	352,5	299,4
Philippines		-9,7%	13,2%	20,3%	7,4%	78,8	74,7
Singapour	-7,9%	-6,3%	-6,6%	0,1%	14,5%	515,0	457,1
Thaïlande		-14,6%	-6,0%	-4,4%	7,8%	287,1	272,0
Vietnam	-25,9%	-15,8%	-8,9%	5,2%	9,9%	371,3	336,2

CPTE COURANT (% du PIB)	T4-22	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21
Cambodge		-31,7%	-40,5%	-30,6%	-58,7%	-25,2%	-46,2%
Indonésie		1,3%	1,1%	0,2%	0,5%	1,7%	-0,6%
Malaisie	5,5%	3,1%	1,0%	0,7%	3,6%	4,8%	3,6%
Philippines		-6,2%	-7,6%	-4,4%	-3,3%	-1,1%	-1,3%
Singapour	14,6%	20,3%	20,5%	21,9%	18,2%	19,8%	19,2%
Thaïlande	1,0%	-6,4%	-6,6%	-1,9%	-1,3%	-3,8%	-2,2%

CPTE FINANCIER (Mds USD)	T4-22	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21
Cambodge		-1,3	-2,2	-2,7	-3,8	-2,1	-2,9
Indonésie		5,5	1,1	1,8	2,2	-7,3	-1,5
Laos		0,1	0,0	-0,1	-0,1	0,1	-0,4
Malaisie	0,2	3,3	-0,1	-7,3	-0,2	0,0	1,0
Philippines		-2,8	-3,0	-4,5	-5,8	-2,6	-2,9
Singapour	-24,1	-43,4	-77,1	-58,3	-17,6	2,2	-2,9
Thaïlande		3,5	0,2	-3,7	-0,8	-2,6	2,7
Vietnam		4,9	-8,9	-3,4	-6,9	-8,7	-10,1

TAUX DE CHÔMAGE	T4-22	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21
Malaisie	3,6%	3,7%	3,9%	4,1%	4,3%	4,7%	4,8%
Philippines	4,5%	5,2%	5,7%	6,4%	7,4%	6,9%	8,7%
Singapour	1,8%	2,0%	2,6%	2,0%	2,1%	2,5%	3,4%
Thaïlande	1,2%	1,2%	1,4%	1,5%	1,6%	2,3%	1,9%
Vietnam	2,3%	2,3%	2,3%	2,5%	3,6%	4,0%	2,6%

TAUX DIRECTEURS	Vietnam	Thaïlande	Malaisie	Indonésie	Philippines	Laos	Birmanie
	4,50%	1,50%	2,75%	5,75%	6,00%	7,50%	7,00%
Dernier changement	oct-22	janv-23	nov-22	janv-23	févr-23	févr-23	mai-20

TAUX DE CHANGE	02/03/23	1 mois	Ytd	1 an	2022	2021	2020
VND/USD	23 515	-1,6%	0,7%	4,9%	23 271	23 160	23 208
SGD/USD	1,35	1,3%	0,2%	-0,7%	1,38	1,34	1,38
IDR/USD	15 250	-1,8%	-3,1%	6,8%	14 917	14 345	14 625
MYR/USD	4,48	2,3%	1,5%	7,0%	4,40	4,14	4,20
THB/USD	34,84	5,2%	0,8%	8,1%	35,05	31,98	31,29
PHP/USD	54,98	-0,3%	-2,0%	6,9%	54,48	49,25	49,62

MARCHÉS FINANCIERS	28/02/23	1 mois	Ytd	1 an	2022	2021	2020
MSCI AC ASEAN	1 408	▼ -5,6%	▼ -0,9%	▼ -7,1%	▼ -4,1%	▬ 0,2%	▼ -6,2%
S&P 500	3 970	▼ -2,6%	▲ 3,4%	▼ -9,2%	▼ -19,4%	▲ 26,9%	▲ 16,3%
Brent (USD/baril)	$82,6	▬ 0,1%	▬ 2,0%	▼ -4,5%	$100,1	$69,9	$41,5

Sources : CEIC, WHO, Our World in Data, FMI, IHS Markit, S&P, MSCI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN
Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour
Clause de non-responsabilité
Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; eva.thach@dgtresor.gouv.fr